

à la une

NOS DÉMOCRATIES PEUVENT-ELLES TENIR ?



Avec le Covid-19, c'est plus qu'une crise sanitaire majeure qui frappe le monde. C'est aussi une crise politique, qui éprouve nos institutions et met en évidence la fragilité des États. Nos sociétés démocratiques sont-elles assez fortes pour tenir ? Faut-il s'inquiéter de certaines dérives en matière de surveillance ? La Chine est-elle vraiment un modèle à suivre ?

La presse étrangère est divisée.

C'est aussi un combat pour défendre nos valeurs

VU DE COREÉ Pékin veut profiter de la crise sanitaire pour montrer la supériorité de son régime autoritaire. Mais la gestion de Séoul propose une alternative démocratique et efficace, explique ce journal coréen.

—Sisa In (extraits) Séoul

La démocratie est-elle impuissante en temps de crise ? L'autoritarisme serait-il plus adapté pour faire face à une épidémie ? C'est ce que semble penser le Parti communiste chinois, à en croire la déclaration sur le Covid-19 du président Xi Jinping du 29 janvier : "Nous pouvons gagner en tirant parti du système socialiste à la chinoise." La Chine a eu recours à des armes qu'une démocratie hésiterait à utiliser : la quarantaine de la ville de Wuhan et des drones de surveillance. Et elle semble considérer l'actuelle crise sanitaire comme une compétition entre différents régimes politiques, d'où l'autoritarisme chinois sortirait gagnant contre la démocratie. L'éditorial que le journal d'État *Renmin Ribao* a publié le 26 février, alors que la propagation du virus venait d'amorcer une courbe descendante, résume bien cette pensée : "Cette crise est aussi un test pour la capacité de gouvernance [...]. Nous avons démontré que le système socialiste à la chinoise répondait aux besoins de l'époque, constituant une garantie institutionnelle et un savoir-faire précieux dans la guerre que mène le monde contre l'épidémie." En somme, le monde devrait suivre la voie montrée par la Chine totalitaire.

La presse occidentale recherchait un contre-exemple : un pays ayant touché par le virus, mais qui préserve le caractère transparent et ouvert d'un régime démocratique et obtient des résultats avec des armes moins radicales que celles utilisées par un régime autoritaire. Elle l'a trouvé grâce à la Corée du Sud. Située au cœur de la zone contaminée, celle-ci a écarté l'option quarantaine, même après une contamination massive dans la ville de Daegu. Elle est en passe de freiner la propagation du virus en ayant recours au taux de dépistage le plus élevé du monde.

Le 25 février, le *New York Times* a publié un reportage sur Daegu intitulé : "Dans la crise du Covid-19, la ville coréenne teste l'ouverture, contrairement à la Chine [In coronavirus crisis, korean city tries openness, a contrast to China]". Le *Washington Post* titrait le 11 mars : "La Corée du Sud montre que les régimes démocratiques peuvent vaincre le Covid-19 [South Korea shows that democracies can succeed against the coronavirus]".

Une crise révèle les forces et les faiblesses d'un régime politique. Les armes qu'il emploie un pouvoir centralisé sont le choix de la cible et la concentration des moyens. La quarantaine de Wuhan en est une illustration. Une telle mobilisation serait

difficile à mettre en place dans une démocratie, telle est la logique de Pékin, qui veut renverser cette idée répandue chez les intellectuels du monde entier : un régime autoritaire confronté à une catastrophe révèle ses failles.

Amartya Sen, prix Nobel d'économie mais aussi philosophe, avait fait remarquer qu'il n'y avait pas de famine dans un pays démocratique. Une pénurie appelle un investissement de ressources publiques, ce que même un pays pauvre peut faire pour éviter le pire. Les hommes politiques réagissent car leur emploi en dépend. En revanche, dans une autocratie, la volonté du dirigeant est l'information la plus importante à diffuser et l'opinion du peuple, elle, ne remonte pas jusqu'à lui. Le gouvernement ne s'aperçoit pas de la pénurie ou fait semblant de ne pas la voir.

Dès le 30 décembre 2019, Li Wenliang, ophtalmologue de Wuhan, alerte ses collègues du fait que certains de ses patients présentent les symptômes de l'épidémie de Sras. Les autorités l'accusent d'avoir divulgué de fausses informations et l'obligent à reconnaître son "erreur". Il finit par contracter la maladie à son travail et par en mourir. La triste histoire de Li Wenliang

C'est dans un régime autoritaire qui préfère surveiller sa population que l'épidémie a vu le jour.

est une parfaite illustration de la thèse d'Amartya Sen. Il était sur place, avait les connaissances lui permettant de comprendre ce qui se passait, mais la prévention de l'épidémie n'était pas le principal souci des autorités de Wuhan, surtout préoccupées par le maintien de la tranquillité apparente de leur secteur. Le virus du Covid-19 est très contagieux et c'est la raison pour laquelle la circulation des informations est cruciale. C'est malheureusement dans un régime autoritaire qui les réprime, préférant surveiller sa population, que l'épidémie a vu le jour et les dégâts collatéraux ne sont même pas calculables.

À l'opposé, il y a le modèle sud-coréen. L'information y constitue l'arme essentielle qui permet de traquer le virus, ce qui, selon certains, n'exclut pas de possibles atteintes aux droits des personnes, mais cette transparence permet aux Coréens de ne pas céder à la panique dans une situation de crise. La presse étrangère se dit

surprise par l'atmosphère certes tendue mais calme à Daegu. Maintenir l'ouverture, assumer les risques qui en découlent et pourchasser le danger : il n'est pas sûr que ce modèle soit plus efficace que le modèle autoritaire. Il n'empêche que ce modèle [ouvert] constitue un rival sérieux car il ne pâtit pas de la plus grande faiblesse [du modèle autoritaire], à savoir le manque d'informations. Peut-on proclamer la victoire de la démocratie ? Ce serait vraiment prématuré.

Selon Yi Chae-yol, sociologue et professeur à l'Université nationale de Séoul, plus la qualité de la société est élevée, plus celle-ci est résiliente face à une catastrophe. La qualité de la société augmenterait quand deux axes conjugueraient à la fois tension et équilibre. Premièrement, les gens doivent rester libres tout en restant capables d'agir collectivement. Deuxièmement, les institutions et le système doivent être compétents et régulés tout en restant souples et ouverts. Dans le modèle chinois, les actions collectives sont privilégiées au détriment de la liberté individuelle. Le système, hautement régulé, manque de souplesse. La tension et l'équilibre ne sont pas respectés. Un régime démocratique ne peut faire un pareil choix et doit composer avec une réalité dans laquelle se heurtent diverses valeurs dont aucune ne peut être abandonnée. Ce dilemme n'est autre que son destin.

Ouverture. La Corée du Sud a montré un exemple intéressant à travers la mise en place du dépistage en *drive-in*, qui permet aux gens d'être testés tout en restant dans leur véhicule. La méthode protège les lieux et le personnel d'une possible contamination. Les collectivités locales l'ont adoptée dès le 26 février, soit trois jours après qu'un hôpital de la province de Gyeongsang l'a introduite sur le conseil de certains médecins. Une idée exprimée par des spécialistes, mise en pratique par des confrères et adoptée par le gouvernement qui l'institutionnalise. C'est ainsi qu'une société peut faire face à la crise tout en restant ouverte.

Les problèmes ne manquent pas pour autant. Les consignes ne seront efficaces que si la majorité les applique. Un régime démocratique peut les y encourager, mais pas les y forcer sans être accusé de porter atteinte aux libertés fondamentales. Il déconseille les rassemblements religieux, mais les interdire, c'est plus délicat.

Dans une crise, les gens deviennent parfois méfiants et égoïstes. Ils mentent, célébrent des offices religieux au mépris des consignes ou encore stockent des produits. Mais la crise peut aussi les amener à être solidaires. C'est même assez courant, affirme l'écrivaine américaine Rebecca Solnit, en référence aux attentats du 11 septembre 2001 ou à l'ouragan Katrina.

A Séoul, une personne âgée vivant d'aides sociales a fait don d'un million de wons [740 euros] à l'arrondissement de son domicile pour remercier le personnel de la mairie d'avoir pris soin d'elle pendant sa quarantaine. Une autre dame a offert à sa mairie vingt masques qu'elle a confectionnés elle-même. On ne compte plus les cas semblables. Les gens ont envie d'appartenir à une communauté où l'entraide fonctionne et en tirent une satisfaction. C'est ce que chacun ressent en

SOURCE

SISA IN
Séoul, Corée du Sud
Hebdomadaire
sisain.co.kr/

Le titre a été créé en septembre 2007 par des journalistes qui ont quitté l'hebdomadaire *Sisa journal*, au terme d'un conflit d'un an provoqué par la censure imposée par les gestionnaires du sujet d'un reportage sur le groupe Samsung. De cette genèse est résultée une organisation qui tient à son indépendance, l'actionnaire principal ne pouvant posséder plus de la moitié des actions, et impliquant autant que possible les journalistes dans la gestion. Le journal affiche par ailleurs le soutien d'une centaine de personnalités de différents secteurs appartenant au camp des progressistes.

← Dessin de Brian Stauffer, États-Unis pour Courrier international.

voyant des employés de Korean Air qui se portent volontaires pour rapatrier leurs compatriotes se trouvant à Wuhan ou encore des médecins qui se ruent à Daegu. S'il est capable de tirer ainsi le meilleur de chacun, le régime démocratique peut susciter des actions collectives efficaces sans trop porter atteinte à la liberté individuelle.

La volonté des hommes de s'aider les uns les autres et leur envie de se sentir liés entre eux, telles sont les armes que doit utiliser le leader politique qui n'a pas le pouvoir absolu de Xi Jinping. Pas question d'un optimisme sans fondement. Un leader doit être capable de convaincre les gens de l'importance du dévouement et du sacrifice. Plus ils sont nombreux à partager ces valeurs, à comprendre le sens de la lutte, meilleures seront leurs actions collectives.

Double rôle. En ce sens, les politologues citent souvent George W. Bush comme un exemple de leader raté. Après le 11-Septembre, alors que les Américains étaient mis par un grand élan de solidarité, il leur a conseillé d'aller faire... du shopping, laissant apparaître par là qu'il les considérait non comme de nobles citoyens capables d'engagement, mais comme de simples consommateurs ayant pour mission de freiner la récession.

Le dirigeant d'une démocratie a un double rôle à jouer face à une urgence. D'une part, en tant que gestionnaire de la crise, il partage la peur des gens et l'inconfort auquel ils sont soumis dans le quotidien, leur demande de faire preuve de dévouement et de sacrifice en leur en expliquant le sens, incite à l'empathie et en tire des actions collectives. D'autre part, en tant qu'administrateur, il œuvre pour éloigner les gens du danger et maintenir au maximum la stabilité, il fait en sorte que la vie continue.

Peu de Coréens doutent de la volonté de leur président, Moon Jae-in, de s'investir totalement dans l'actuel combat. La question peut toutefois se poser de savoir s'il joue son double rôle de manière équilibrée. Depuis que la peur augmente avec la propagation du virus, les propos du président sont surtout centrés sur les masques. Il y est peu question du sens du sacrifice. Le message de l'administrateur l'emporte sur celui du gestionnaire. Or si on ne leur demande pas de faire preuve de sacrifice et de dévouement, les citoyens deviennent des consommateurs de services publics. Les Américains appellés à une guerre pour défendre la liberté et ceux sollicités pour faire du shopping ne peuvent pas avoir le même état d'esprit. Si le leader donne la priorité aux masques, les citoyens les jugeront en fonction de la distribution de masques.

Or la lutte contre le Covid-19 va au-delà d'un combat contre l'épidémie. C'est aussi un combat pour défendre certaines valeurs, pour éléver très haut les sentiments d'appartenance face au communautarisme sectaire, pour prouver la supériorité du modèle démocratique sur le modèle autoritaire. Les citoyens sont prêts à participer à ce noble combat et le leader doit l'affirmer. Une démocratie ne peut fonctionner sans ce genre d'émotions, surtout face à une crise.

—Chon Kwang Yul
Publié le 17 mars

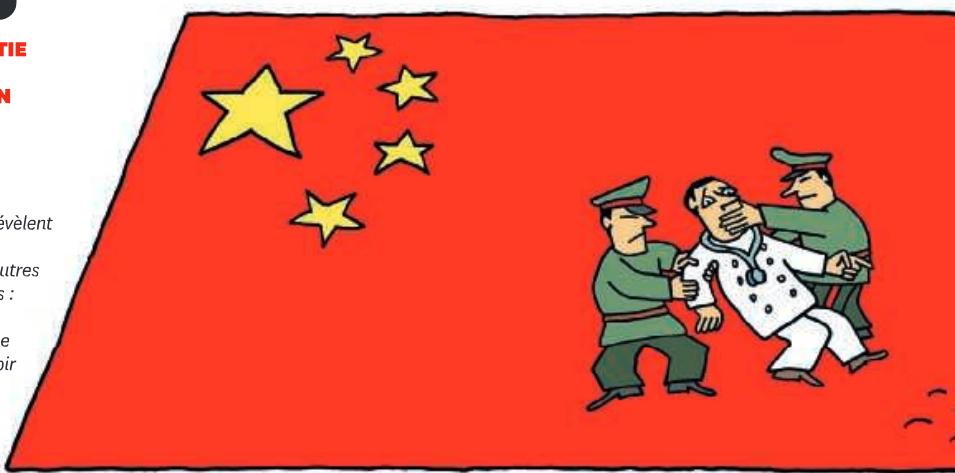
Opinion

EN DÉMOCRATIE AUSSI, C'EST UNE QUESTION DE POUVOIR ET D'ORDRE

“En période de confinement, les démocraties révèlent ce qu'elles ont en commun avec d'autres régimes politiques : chez elles aussi, la politique est une question de pouvoir et d'ordre.”

Professeur de politique à l'université de Cambridge, David Runciman fait appel au philosophe Thomas Hobbes pour soutenir son analyse. *“Come Hobbes le savait très bien, diriger, c'est détenir le pouvoir de vie et de mort. C'est le pouvoir que nous donnons aux dirigeants que nous élisons. En démocratie, nous avons tendance à considérer la politique comme un concours entre différents partis.*

Nous nous concentrons sur le ‘qui’, mais la vraie question est ‘comment’ : comment les gouvernements exerceront-ils les extraordinaires pouvoirs que nous leur conférons ?” Dans les circonstances actuelles, la question ne paraît plus si théorique. Comme nous le réalisons, souligne-t-il dans les colonnes du **Guardian**, *“le principe fondateur de la vie politique, c'est que certaines personnes disent aux autres ce qu'elles doivent faire”.*



“LA VICTOIRE DE WUHAN EST CELLE DE TOUTE LA CHINE”

VU DE CHINE Alors qu'il affirme avoir contenu l'épidémie de Covid-19, le régime de Pékin tient à jouer la carte de la coopération internationale pour mieux démontrer les avantages du “système socialiste chinois”. Morceaux choisis dans la presse officielle.

a Chine, qui a été la première à remporter une victoire totale sur son sol dans la bataille menée par l'humanité tout entière contre le nouveau coronavirus, est en train de reprendre graduellement une organisation normale de la vie et la production”, écrit l'économiste Mei Xinyu dans une chronique publiée par le quotidien officiel Huanqiu Shiba. Aussi, en tant que “premier producteur industriel et premier exportateur du monde, outre sa capacité à se changer en ‘usine de guerre pour la production de moyens techniques d'aide à la lutte contre l'épidémie’, doit-elle aussi prendre ses responsabilités dans le maintien du marché mondial” – en aidant notamment l'Égypte et Panama, rivaux des canaux stratégiques pour l'économie mondiale de Suez et de Panama.

*“La Chine est entièrement engagée aux côtés de l'Italie pour la coopération internationale dans la lutte contre l'épidémie, et va apporter sa contribution sous la forme d'une ‘route de la soie sanitaire’”, a déclaré Xi Jinping lors d'un entretien téléphonique avec son homologue italien, cité par le **Renmin Ribao**. Le président chinois reprend là son thème favori d'une politique d'investissement pour le développement international dans laquelle la Chine entend jouer un rôle central.*

La presse du Parti multiplie les longs articles théoriques destinés à prouver la supériorité chinoise, mettant en exergue la capacité d'organisation et de mobilisation du système. Pour **Qiushi**, magazine idéologique du Parti, *“ce printemps, nous accueillons la lumière de la victoire commune”*. *“Face à la grande épreuve, l'avantage du système socialiste aux caractéristiques chinoises apparaît”*, écrit le site **Zhongguo Jingji Wang**. *“La force dirigeante, c'est la force de combat”*, dit le site du quotidien **Guangming Ribao**.

“Ce printemps, nous accueillons la lumière de la victoire commune.”

Lu dans **Qiushi**,
LE MAGAZINE THÉORIQUE DU PARTI

Dans sa version grand public, ce discours triomphant laisse la place à l'argument anti-américain à peine voilé. *“Le moment est historique : il se passe de grandes choses en Chine et aux Etats-Unis”*, lance le blogueur Niu Tanqin dans un blog mis en avant par tous les grands portails d'information le 23 mars. *“A Pékin comme à Washington, c'est le premier jour du printemps, les cerisiers sont en fleurs, mais les sentiments*

Asie du Sud-Est

Une aubaine pour les autocrates

Le président philippin Rodrigo Duterte s'est vu octroyer par le Parlement des pouvoirs spéciaux le 24 mars pour contenir la propagation du nouveau coronavirus.

Il pourra disposer de l'argent public, diriger les hôpitaux privés ainsi que les opérations militaires nécessaires pour maintenir le contrôle du confinement dans la capitale, Manille. L'archipel, au 26 mars, comptait 893 personnes infectées et 78 morts. Certes, admet le quotidien *The Manila Times*, il est opportun pour un dirigeant de disposer de pouvoirs spéciaux afin de mieux gérer une telle crise. Toutefois, poursuit

le journal, cette décision suscite de vives réactions. À ceux qui craignent que de tels pouvoirs "renforcent les tendances dictatoriales" du président s'ajoutent ceux qui jugent "difficile de lui donner des pouvoirs spéciaux pour combattre une maladie dont il a minimisé le danger. Ils sont effrayés à l'idée de voir autant de prérogatives rassemblées dans les mains d'un responsable qui n'a pas de plan très clair." En Thaïlande, la mise en place de l'état d'urgence le 26 mars permet également de concentrer "les pouvoirs de différents ministères entre les mains d'une seule personne – le Premier ministre", écrit *The Bangkok Post*. Celui-là même qui était à la tête de la junte militaire jusqu'au 24 mars 2019, date des législatives qui devaient marquer le retour du royaume à la démocratie, après cinq années de gouvernement militaire. Le quotidien s'inquiète des conséquences pour la liberté de la presse et d'expression, régulièrement la cible des autorités. "Les autorités pourront arrêter et enquêter en toute impunité", déplore *The Bangkok Post*. Au 26 mars, le pays annonçait 1 045 infections.

des gens sont très différents [...] Un grand nombre de Chinois ont éprouvé un sentiment de soulagement [à l'annonce officielle que l'épidémie est contenue]. Or "la victoire de Wuhan, c'est celle du Hubei et de toute la Chine !"

Mais de l'autre côté de l'océan Pacifique, les autorités américaines interviennent pour soutenir les marchés et le dollar, ainsi que le crédit. "On peut dire que le Trésor américain a brisé tous ses verrous !" Pourtant, du point de vue sanitaire, les pays occidentaux tardent à prendre les mesures qui s'imposent, estime l'auteur. Or, "au moment fatidique, des mesures semblables au tonnerre sont nécessaires". Dans ces circonstances, la capacité de gouvernance est essentielle, et "le monde a constaté la capacité et la force d'action de la Chine". Aux États-Unis, reste à voir "quelle sera la capacité du gouvernement Trump à surmonter la crise épidémique".

— *Courrier international*



► Dessin d'Arend,
Pays-Bas.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Retrouvez
toute l'actualité
liée à l'épidémie
de Covid-19.

Il faut s'inspirer de Taïwan et de la Corée du Sud

VU D'ISRAËL Pour ce quotidien populaire israélien, Nétanyahou devrait s'inspirer des pays d'Asie où le dépistage de masse s'est fait démocratiquement et où l'économie n'a pas souffert.

— *Yediot Aharonot* (extraits) *Rishon Lezion*

I n'y a pas de virus plus dangereux pour la vie humaine que l'absence de démocratie ou le piétinement de la démocratie. Ce n'est pas une phrase en l'air. Les régimes qui fonctionnent sans contrôle parlementaire, qui ne sont pas soumis à l'État de droit, entraînent presque toujours pour leurs citoyens une faible espérance de vie, accompagnée de pauvreté et d'oppression.

Ainsi, l'épidémie de Covid-19 aurait probablement pu être largement évitée si la Chine avait été une démocratie et avait disposé d'une presse indépendante et fiable. Quatre mois plus tard, elle se retrouve avec des milliers de morts et des millions de chômeurs.

Les hauts responsables du ministère de la Santé en Israël ont tenté de gérer la crise de manière raisonnable et plutôt sage. Mais le Premier ministre Nétanyahou a décidé des mesures de confinement avant le reste du monde, et cela par réflexe typiquement israélien. Sous prétexte que les tests ne guérissent pas, il s'est fait une idéologie de l'absence de dépistage systématique et s'est rabattement sur le confinement et le blocus.

Bien qu'étant un pays développé, Israël a un sérieux problème et a besoin d'un plan. Taïwan a son plan. La Corée du Sud a son plan. La Chine aurait dû avoir un plan. La Grande-Bretagne avait également un plan, mais il s'est révélé catastrophique. Israël prend mesure sur mesure, mais sans objectif précis et donc sans aucun moyen de l'atteindre.

Il n'y a qu'une loi qui a fonctionné contre le coronavirus et ses différentes variantes viennent toutes de l'Asie. Toutes incluent des tests de masse. Ainsi, La Corée du sud a testé tous les membres d'une secte [l'Église Shincheonji de Jésus, une secte chrétienne], soit quelque

200 000 personnes. Toutes incluent l'éloignement des malades du groupe des gens sains, l'isolement pour ceux qui restent à la maison après que le malade en est sorti, et l'assurance qu'ils ne se contaminent pas.

En Israël, nous avons également besoin de tels mécanismes. Et si nous les avions, toute l'économie pourrait redémarrer. La Corée du Sud travaille, malgré la détection de 100 nouveaux patients par jour. Taïwan travaille. Et la Chine est de retour au travail. Israël n'est ni l'Italie, ni l'Espagne, ni la France. C'est un petit pays agile et souple.

Imposer le confinement sans explication revient à imposer l'état d'urgence et alimente la suspicion de la population.

Imposer le confinement et le blocus sans tests de dépistage et sans fournir d'explications à la société revient à imposer l'état d'urgence et à alimenter la suspicion au sein d'une opinion israélienne qui y voit une nouvelle ficelle de Nétanyahou pour rester au pouvoir.

Il n'existe pas de plan parfait, mais il faut au moins un plan. Israël doit s'inspirer de ce qui a été fait en Corée du Sud et à Taïwan. D'une part, parce que ce plan a fait ses preuves. D'autre part, parce qu'il a été mis en œuvre démocratiquement, en toute transparence et avec un objectif clair expliqué à la population. Si Israël suivait ce modèle, l'opinion se montrerait plus coopérative, accepterait si nécessaire une période de confinement limitée dans le temps et contribuerait positivement à la guerre contre le coronavirus.

— *Nadav Eyal*
Publié le 19 mars

Et sur le même thème que ce dossier, l'article de la *Nikkei Asian Review* : *Comment le Parti communiste chinois tente de réécrire l'histoire*. Pékin aimerait démontrer la supériorité de son système autoritaire. C'est oublier que ce même système a empêché des mesures précoce pour stopper la diffusion de la maladie, écrit un ancien correspondant japonais en Chine.

Le coronavirus conforte les autocrates du Moyen-Orient dans leurs certitudes, explique James Dorsey, sur le site *The Turbulent World of Middle East Soccer*. Pour ce fin spécialiste de la région, l'épidémie aurait pu être l'occasion pour les régimes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de se réconcilier avec leurs peuples. Les élites au pouvoir croient que la peur du virus va calmer la contestation. Or, une fois la crise terminée, l'explosion sera énorme.

Afrique**L'Afrique du Sud et le Rwanda durcissent le ton**

Ils font figure d'exception en Afrique. Contrairement à certains de leurs pairs qui reculent à confiner leur population en grande précarité économique, Cyril Ramaphosa et Paul Kagame luttent d'une main de fer contre le virus.

En Afrique du Sud, un coiffeur est poursuivi pour tentative de meurtre pour avoir continué de travailler après avoir été testé positif au Covid-19, indique le site d'information **News24**. "C'est le signe que le pays prendra au sérieux toute violation des règles", a souligné le ministre de la Police, rapporte le **Sunday Times**.

Un confinement sévère qui a été décreté, pour trois semaines, le 27 mars, dans le pays le plus touché par la pandémie en Afrique. Les ventes de cigarettes et d'alcool sont notamment interdites, seules les courses de première nécessité sont autorisées.

Au Rwanda, deux hommes qui bravaient le confinement ont été abattus par la police, le 25 mars. Ce n'est pas parce qu'ils étaient dehors, "ils ont agressé les policiers", assure le **New Times**, pro-gouvernemental. Si le doute est né, c'est que les autorités n'ont pas pour réputation de plaisanter avec les règles. Tenu par l'autoritaire Paul Kagame depuis vingt ans, le Rwanda a ainsi pris "les mesures les plus strictes du continent", souligne **Africa News**, avant même qu'un premier cas ne soit déclaré sur son sol. Fermeture des frontières, confinement quasi total... Face à la main de fer du président, la **Deutsche Welle** s'interroge : "Kagame, méchant ou héros ?"

Lire aussi pp26-27, nos articles sur l'Afrique face à la pandémie

Venezuela**Désinformation et surveillance renforcée**

Difficile de connaître la progression de l'épidémie au Venezuela, et pour cause. Les forces armées ou les unités spéciales de police (FAES), si redoutées dans le pays, arrêtent des journalistes qui communiquent des chiffres basés sur leurs propres enquêtes plutôt que sur les chiffres du gouvernement. De fait, souligne le site vénézuélien **Al Navío**, "l'information sur la progression du coronavirus est centralisée par la vice-présidente, Delcy Rodríguez", un pilier du régime chaviste. "Et il n'existe pas d'instance sanitaire susceptible de vérifier les chiffres diffusés." Après avoir minimisé l'importance de l'épidémie, le président, Nicolás Maduro, a décreté le 16 mars le confinement de la population, assorti de mesures d'aide et d'une surveillance des rues par l'armée. Le 22 mars, l'opposant Juan Guaidó dénonçait la désinformation du régime sur le coronavirus. De son côté, Nicolás Maduro se pose à nouveau en victime des sanctions américaines. "Mais l'anéantissement effectif du système de santé ne peut être attribué à aucune sanction perverse", rétorque **Al Navío**, qui rappelle qu'une bonne partie des médecins ont pris le chemin de l'exil depuis longtemps.

CETTE INDÉCENTE FASCINATION POUR LES MÉTHODES DE PÉKIN

VU DU MOYEN-ORIENT Jadis, la Chine n'était défendue que par les adeptes des idées totalitaires. Mais aujourd'hui, affolés par l'épidémie de Covid-19, même les néolibéraux louent les vertus du modèle chinois, déplore **Asharq Al-Awsat**.

—Asharq Al-Awsat Londres

La fascination, parfois sans réserve, pour la Chine fait certainement partie des choses qui pourraient marquer le monde de l'après-crise. Certes, dans un premier temps, cette crise a donné lieu à un racisme antichinois de la pire espèce – "ils mangent n'importe quoi", "c'est un virus chinois", etc. –, et les Chinois eux-mêmes n'ont pas été en reste quand ils ont laissé circuler la thèse conspirationniste selon laquelle c'est l'armée américaine qui aurait diffusé le virus pour nuire aux Chinois. Quoi qu'il en soit, un pays de la taille de la Chine, avec ses énormes capacités, apportera forcément sa part d'idées, de remèdes et de produits dont le monde a besoin pour surmonter la crise. Bref, il ne faut ni dénigrer la Chine ni nier qu'elle a un rôle à jouer.

Mais ce qui est étonnant, c'est que les méthodes chinoises, faites de contrôle, de coercition et de répression, suscitent un tel engouement. Y compris chez les libéraux et les néolibéraux, qui ont pourtant toujours professé leur foi en la liberté individuelle. Or la liberté, désormais, est reléguée parmi les valeurs secondaires, éclipsée par la "maîtrise de l'épidémie" et par la "capacité de rebond économique" qu'ils prétendent à la Chine.

On peut comprendre cette sinolâtrie chez les adeptes d'idées totalitaires qui critiquent depuis toujours les démocraties occidentales "sans âme". Mais si des libéraux se laissent gagner par cette fascination, cela signifie qu'ils sont affolés. Ils veulent une solution tout de suite, et ils se forgent leur opinion sous le coup de l'émotion provoquée par le dernier journal télévisé du jour, avec ses dernières statistiques en date.

L'affolement est contagieux. Il nous ramène à notre condition d'animal de troupeau. Plus nous avons le sentiment de n'avoir aucune prise sur la source de notre peur, plus nous avons tendance à nous en remettre au troupeau. Mais l'affolement s'accompagne aussi de quelques oubliés. En l'occurrence, les nouveaux admirateurs de la Chine oublient que ce pays est gouverné depuis soixante-dix ans par un parti unique. On oublie le massacre de la place Tian'anmen. On oublie le sort des musulmans ouïgours, des Tibétains, ainsi que des habitants de Hong Kong.

Nombreux sont ceux qui comptent tirer profit de l'affolement. L'un d'entre eux est le Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, un néolibéral en matière économique, qui veut appliquer

à la lutte contre le coronavirus les recettes de sa politique antiterroriste, avec traçage et mise sur écoute des téléphones portables des personnes porteuses du virus.

On oublie également, sous l'effet de l'affolement, que les solutions purement technocratiques, qui consistent simplement à appliquer telle ou telle procédure, ne suffisent pas à calmer les esprits, quand bien même elles seraient "efficaces". L'impact sur nos libertés et notre possibilité de vivre nos vies comme nous l'entendons risque en effet d'être considérable.

Sous l'effet de l'affolement, on s'accroche à la solution miracle, on s'entête à la défendre sans souffrir la moindre contradiction, sans supporter l'idée qu'on puisse la comparer à d'autres options, moins radicales sans pour autant forcément être moins efficaces. Ceux qui veulent être sauvés ne posent pas de questions sur celui

L'impact sur nos libertés et notre possibilité de vivre nos vies comme nous l'entendons risque d'être considérable.

qui se présente comme le sauveur. Ils oublient volontiers que ce sont les dirigeants chinois qui ont essayé d'étouffer l'affaire au début de l'épidémie et qui ont, par conséquent, contribué à la diffusion du virus.

Quand les dirigeants chinois citent des chiffres pour se vanter de leur "succès", il ne faut jamais oublier que ces chiffres ne correspondent pas forcément à la réalité. Seuls ceux qui résistent encore à l'affolement continuent de s'en rappeler.

Il est fort probable qu'une mondialisation mieux maîtrisée, plus juste, avec une meilleure gouvernance pour des règles et des normes communes sera une meilleure réponse à la crise que le repli sur des régimes nationalistes et autoritaires, qui prétendent défendre "nos intérêts nationaux" mais qui agiront surtout sans devoir rendre des comptes aux citoyens.

Même ceux parmi les démocrates et les libéraux qui sont actuellement en pleine sinolâtrie finiront par se rappeler ces évidences. Encore faut-il pour cela qu'on fasse la part des choses : la peur est mauvaise conseillère.

—**Hazem Sagieh**
Publié le 25 mars



Ne sacrifions pas nos démocraties libérales !

Pour le politologue néerlandais Cas Mudde, la rhétorique guerrière entonnée par les dirigeants mondiaux est dangereuse et inquiétante. Elle laisse présager que nombre d'entre eux chercheront à imposer des lois répressives dans la durée.

—The Guardian Londres

Nous ne sommes pas en guerre contre un virus. Peu importe combien de politiciens l'assèneront – de la “guerre du peuple” du président chinois, Xi Jinping, à “notre grande guerre” de Donald Trump – et combien d’experts le répèteront : nous ne sommes pas “en guerre” contre le coronavirus.

Je sais que, dans des pays extrêmement militarisés comme les États-Unis, le mot “guerre” sert désormais simplement à mettre en exergue l’importance d’une question. Mais les mots ont un sens, et souvent aussi des conséquences bien réelles, comme on peut le constater dans le cas de la “guerre contre la drogue” et de la “guerre contre le terrorisme”.

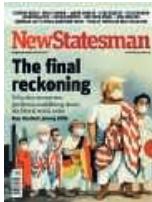


OPINION

En temps de guerre, l’ordre libéral démocratique est temporairement suspendu, et des mesures extraordinaires sont votées afin d’accroître considérablement les pouvoirs de l’État tout en limitant les droits de la population. Certains des pouvoirs étendus des autorités n’empêtent que de façon marginale sur la vie et les droits des citoyens, comme la création d’une “économie de guerre” (qui revient à subordonner la production économique à l’effort de guerre), mais d’autres ont des conséquences traumatiques, comme l’internement massif des Américains d’origine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale.

Dans le monde entier, des chefs d’État et des gouvernements ont instauré (et prolongé) l’état d’urgence, dans des pays comme l’Espagne,

À la une



LA FIN DE L’ORDRE MONDIAL PROGRESSISTE

“L’heure des comptes a sonné”, titrait le magazine **New Statesman**, jeudi 20 mars. D’après l’hebdomadaire britannique classé à gauche, “la crise du coronavirus pourrait sonner le glas de l’ordre mondial progressiste”.

Déjà mise à mal par le 11-Septembre, puis la crise de 2008, le Brexit et enfin l’élection de Donald Trump, “la théorie qui veut que nous soyons engagés sur la voie d’un progrès inexorable a, une fois de plus, été affaiblie – sans doute pour de bon”, poursuit-il. “La pandémie de 2020 menace d’embrayer la mondialisation, de durcir les frontières, de paralyser les économies” : autant de facteurs dont les populistes et les autocrates en puissance entendent bien profiter, une fois l’épidémie passée et les discours sur l’unité nationale évaporés (lire aussi p. 18).

► Dessin de Dilem paru dans **Liberté**, Alger.

dans des provinces comme la Nouvelle-Écosse, au Canada, et des villes comme Murfreesboro, dans le Tennessee. J’écris cette chronique depuis la ville d’Athens, dans l’État de Géorgie, une ville universitaire de gauche qui a proclamé l’état d’urgence il y a une semaine et a depuis peu ajouté une ordonnance pour nous inviter à “rester à l’abri” – des mesures en partie sapées par la réaction beaucoup moins rigoureuse du comté (républicain) voisin d’Oconee, si bien que les habitants d’Athens peuvent encore aller y dîner et y faire leurs courses.

Face à une crise, qu’elle soit économique ou sanitaire, il est nécessaire d’imposer des mesures d’état d’urgence sans pour autant avoir recours à une rhétorique guerrière. Celles-ci devraient en outre être exclusivement liées à la crise en cours, et proportionnelles à la menace. À ce stade, le risque de contagion est très élevé, ce qui signifie qu’il est légitime de prendre des mesures pour limiter le déplacement des populations. De même, la plupart des pays sont dramatiquement mal préparés à la pandémie. Les hôpitaux sont dangereusement surpeuplés et privés de ressources, ce qui nécessite une intervention urgente de l’État. Outre l’injection massive de fonds pour acheter instantanément du

Nous ne devrions pas laisser notre peur nous entraîner dans une fausse “guerre”.

matériel médical, il est possible de faire appel à l’armée pour déployer des hôpitaux de campagne, comme New York est en train de le faire.

Mais beaucoup de politiciens sont allés beaucoup plus loin et cherchent à profiter de la crise sanitaire pour faire passer des lois répressives douteuses. Par exemple, au Royaume-Uni, où le gouvernement conservateur a d’abord réagi avec une négligence presque criminelle, Boris Johnson a fait voter une “loi coronavirus” draconienne qui, entre autres choses, confère des pouvoirs considérables à la police et aux services de l’immigration, qui sont autorisés à interroger toute personne soupçonnée d’être porteuse du virus – les innocents citoyens britanniques d’origine chinoise pourraient ainsi devenir la cible de la répression de l’État, tout comme l’ont été d’innocents musulmans britanniques du fait des mesures prises au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

En Israël, le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, aux abois, escompte que le coronavirus réussira là où trois élections ont échoué et lui offrira la possibilité de se maintenir au pouvoir en échappant à la prison. Associant lutte contre le virus et lutte antiterroriste, il a proposé un train de mesures que ses détracteurs dénoncent comme étant “antidémocratiques” et qui ont poussé les gens à descendre dans la rue dans plusieurs villes du pays.

N’étant pas du genre à être en reste, le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, s’est emparé du coronavirus pour enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la démocratie martyrisée

du pays. Le 30 mars, le gouvernement de la Fidesz doit voter une loi qui, selon un de ses critiques les plus en vue, va "accorder à Viktor Orban des pouvoirs dictatoriaux dans le cadre de l'état d'urgence pour combattre le coronavirus".

Aux États-Unis, le président Trump, enfin contraint d'admettre la réalité et la gravité de la pandémie après des semaines de déclarations délirantes, commence à entrevoir le potentiel politique de la crise. Lors d'un récent discours, il a affirmé, avec sa façon unique de s'exprimer : "J'y vois, en un sens, un président en guerre." Les pouvoirs exceptionnels que le ministère de la Justice a discrètement réclamés au Congrès nous permettent d'envisager à quoi pourrait ressembler cette "présidence de guerre". La plupart sont des pouvoirs qui visent à limiter un peu plus l'immigration, sans doute sous l'influence du zélote anti-immigration Stephen Miller, le conseiller de Trump resté le plus longtemps en place (à l'exception des membres de la famille du président). Le ministère requiert également que les juges aient le pouvoir de placer les gens en détention sans procès et pour une durée indéterminée, ce qui, selon les adversaires du projet, pourrait revenir à suspendre l'habeas corpus (droit constitutionnel qui prévoit que toute personne interpellée soit présentée à un juge et puisse demander à être remise en liberté).

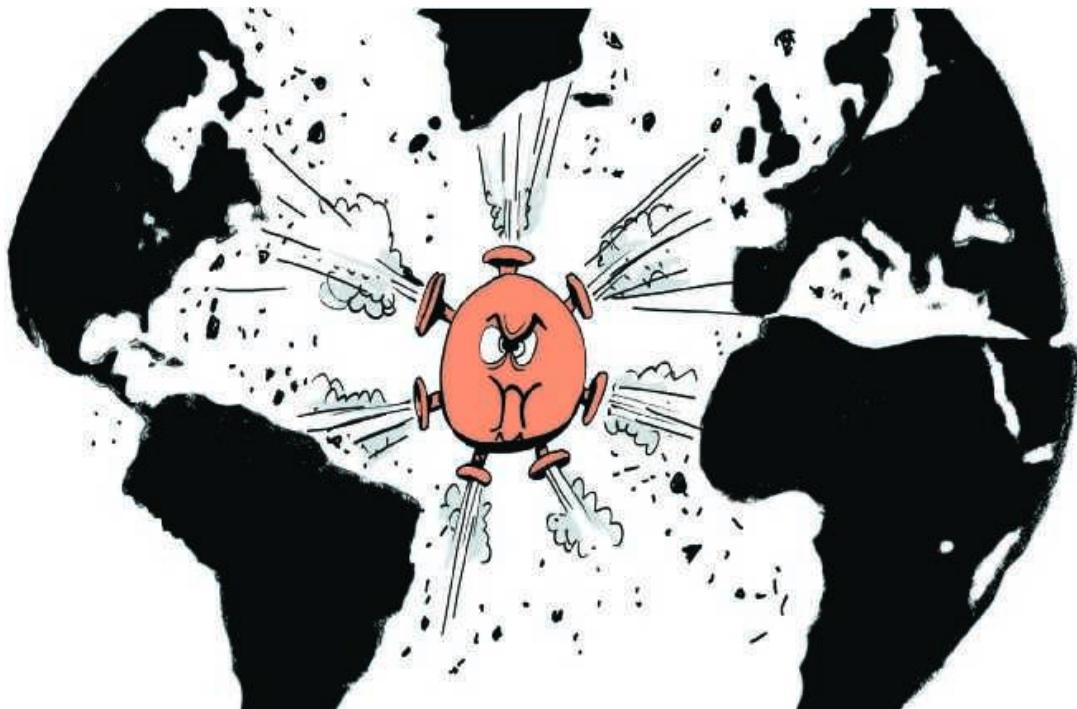
Des mesures temporaires? Les mesures envisagées comportent de graves failles, et beaucoup sont semblables aux mesures répressives adoptées après le 11-Septembre. Le plus souvent, ces propositions portent sur des mesures répressives sans lien avec la crise actuelle. Ensuite, nombre d'entre elles sont disproportionnées par rapport à la menace à laquelle nous sommes confrontés – l'habeas corpus est un élément capital de l'État de droit, faut-il vraiment le sacrifier au nom d'une crise sanitaire dont la légalité reste pour l'essentiel mal connue ? Enfin, si toutes sont explicitement décrites comme des "mesures d'exception", limitées à l'urgence de la situation, leur formulation est floue et pourrait servir à en justifier (indéfiniment) l'extension. L'expérience nous a montré que des mesures temporaires deviennent souvent permanentes.

Pour éviter un nouveau Patriot Act, chaque nouvelle "mesure d'exception" devrait faire l'objet d'un examen individuel en répondant à trois questions sans ambiguïté : 1. Qu'apporte-t-elle à la lutte contre le coronavirus ? 2. Quelles en sont les conséquences négatives pour la démocratie libérale ? 3. Quand sera-t-elle abolie ? Si l'on ne parvient pas à répondre à l'une de ces trois questions, la mesure devrait être rejetée.

Il est bien sûr essentiel de prendre au sérieux la menace du coronavirus et de donner à l'État les pouvoirs dont il a besoin pour combattre la pandémie, mais nous ne devrions pas laisser notre peur nous entraîner dans une fausse "guerre". Car si nous le faisons, les politiciens s'en serviront une fois de plus pour renforcer les pouvoirs déjà par trop répressifs de nos États policiers.

— Cas Mudde

Publié le 24 mars



L'auteur

CAS MUDDE

Professeur à l'université de Géorgie, aux États-Unis, le politologue néerlandais Cas Mudde est une référence dans le domaine des études sur le populisme. C'est lui qui, en 2004, a donné la définition du phénomène la plus communément utilisée aujourd'hui :

une idéologie qui divise la société en deux groupes antagonistes (le "peuple pur" et "l'élite corrompue") et pour laquelle la politique ne devrait consister que dans l'expression inaltérée de la "volonté générale" du peuple. Son dernier ouvrage *The Far Right Today* ("l'extrême droite aujourd'hui", non traduit) a été publié aux États-Unis en novembre 2019.

MIEUX VAUT UNE CHANCELIÈRE QU'UN PRÉSIDENT-ROI

VU D'ALLEMAGNE. Avec un président tout-puissant, on aurait pu croire que la France serait avantageée face à la crise du coronavirus. Pourtant, juge *Die Welt*, le fédéralisme allemand se révèle plus efficace.

— *Die Welt* (extraits) Berlin

La crise du coronavirus met nos démocraties à l'épreuve, et chaque pays relève le défi à sa manière. L'heure du bilan est encore loin mais, alors que se profile le pic de l'épidémie, il apparaît déjà clairement que les États ne s'en tirent pas tous aussi bien. Les différences sont particulièrement frappantes entre la France et l'Allemagne.

En Allemagne, 16 ministres-présidents sont en charge des Länder [États allemands] et prennent des décisions parfois très différentes. En France, le président a endossé son rôle de chef des armées et a appelé à une "guerre" républicaine avant de déployer l'armée dans le pays. Dimanche [22 mars], c'est un Parlement réduit qui a déclaré "l'état d'urgence sanitaire", qui – à l'instar des lois d'exception votées après les attentats de 2015 – empiète toujours un peu plus sur les libertés des individus et des entreprises.

À Paris, Emmanuel Macron redoute déjà que les conséquences de l'épidémie ne soient catastrophiques pas seulement pour l'économie mais également pour l'ensemble des démocraties libérales en Europe. "Nous devons faire très attention maintenant. Ce sera un test pour la solidité de notre démocratie", a déclaré le chef de l'État. "Nous devons montrer que nous pouvons protéger le peuple des pandémies sans rien renier de nos principes", poursuit-il dans un article du *Journal du dimanche*.

Du côté allemand, les débats montrent que le souci de ne pas violer les principes fondamentaux de la démocratie est nettement plus ancré qu'en France. Chaque Land s'interroge sur la prochaine étape à prévoir pour limiter les contaminations, et chacun y répond de manière différente. Les meilleures preuves étant la décision, prise région par région, de fermer les écoles et la diversité des mesures mises en place pour briser les chaînes de contamination.

Le gouvernement fédéral et les Länder se sont mis d'accord sur le principe de mesures communes, la Saxe et la Bavière allant même au-delà sur certains points. De leur côté, la Sarre, la Rhénanie-Palatinat et le Bade-Wurtemberg ont néanmoins fait un choix individuel en décidant d'accueillir des patients français.

Peut-être les pays du Sud, qui renoncent à tant de leurs libertés, ont-ils besoin de cette pression étatique plus élevée? En France, après une semaine de confinement, une vaste majorité de la population estime qu'il n'est pas possible de lutter contre l'épidémie sans abdiquer au moins temporairement certains plaisirs et certaines libertés individuelles. À la différence d'Angela Merkel, Emmanuel Macron se présente aujourd'hui comme le commandant en chef de la nation – ce qu'il est *de facto*. "Nous sommes en guerre", scande le président français, et pas seulement lors de sa première allocution télévisée le 16 mars dernier. Il continue de filer la métaphore militaire lors de ses visites dans les hôpitaux et les instituts de recherche.

Écrire sa propre légende. Le président français est le chef, et c'est peut-être aujourd'hui un avantage. C'est vers lui que convergent toutes les réflexions et c'est lui qui prend les décisions en dernier ressort. En l'espace de quelques jours, Emmanuel Macron a successivement décreté la fermeture des écoles, puis celle des restaurants, cafés et autres lieux publics avant d'imposer le confinement. Et, cette fois, il a fait preuve d'une humilité inhabituelle. Le président français semble toutefois plus déterminé à écrire sa propre légende qu'à écouter les critiques. Cette crise mondiale était prévisible depuis le mois de janvier, mais la France s'y est terriblement mal préparée. Et le maintien du premier tour des élections municipales reste incompréhensible.

À première vue, on aurait pu croire qu'avec son État centralisé et son régime présidentiel quasi monarchique la France était mieux équipée pour affronter la crise du coronavirus. Aujourd'hui pourtant, la structure décentralisée du système de soin allemand révèle des bénéfices inespérés. Nos voisins français nous envient la simple possibilité de procéder à des tests de dépistage dans des laboratoires indépendants disséminés sur tout le territoire. Le gouvernement français a en effet très vite abandonné l'idée de tests à grande échelle en faisant passer pour une stratégie mûrement réfléchie ce qu'il n'avait en réalité pas les moyens techniques de réaliser.

Cela fait des semaines que les personnels des hôpitaux publics mais aussi les médecins indépendants et les travailleurs en maison de retraite alertent les autorités sur le manque criant de masques de protection. La France ne manque pas seulement de tests et de masques. Les places en soins intensifs et les respirateurs font aussi cruellement défaut. C'est pourquoi les Français regardent aujourd'hui avec un mélange de colère et de jalousie de l'autre côté du Rhin, où le taux de mortalité des patients atteints du Covid-19 est six fois inférieur.

—**Martina Meister**
Publié le 23 mars

Ukraine

LES OLIGARQUES REPRENNENT LA MAIN

Face à la pandémie, le gouvernement ukrainien fait appel à ceux qui ont souvent été ses ennemis acharnés : les hommes les plus riches du pays, rapporte le quotidien en ligne **Oukraïnska Pravda**. "La mise en place de l'état d'urgence, jugée inévitable par l'équipe présidentielle, va nécessiter un recours intensif à toutes les ressources disponibles." Une épreuve que le président Zelensky "n'arrivera pas à surmonter seul. Il a donc choisi d'établir un partenariat avec le milieu des oligarques, ce qui pourrait avoir des conséquences positives, sous la forme de dons de plusieurs milliards. Mais ce faisant, peut-être a-t-il libéré le génie de la lampe. La vieille élite [...] va désormais avoir la haute main sur la vie politique."

Retrouvez l'intégralité de cet article sur notre site.

↑ Dessin de **Horsch** paru dans **Handelsblatt**, Düsseldorf.

Un test de résistance pour chaque État

VU DE RUSSIE Dictature ou démocratie ? Face à la pandémie qui frappe la planète, ce n'est pas le type de régime qui compte, mais les capacités d'organisation et le degré de solidarité d'une nation, estime ce géopolitologue russe réputé.

—Kommersant Moscou

Lord Peter Hennessy, professeur à l'Université Queen Mary de Londres, historien de l'administration publique [et journaliste], a écrit que l'histoire contemporaine, divisée jusqu'à présent entre "l'avant-guerre" et "l'après-guerre", le serait désormais entre "l'avant-coronavirus" et "l'après-coronavirus". C'est sans doute exagéré, mais cela montre bien l'état d'esprit général. Une guerre mondiale est une crise complexe qui bouleverse le fonctionnement de l'État et de la société. En l'occurrence, il s'agit bien d'un bouleversement de cet ordre.

Qui répond de l'essentiel, à savoir de la sécurité et de la vie de la population? Traditionnellement, l'État. C'est même là sa raison d'être. Ces trente dernières années, cet axiome a été remis en question : avec la mondialisation, l'État s'effaçait, perdait de son utilité au profit de la société civile ainsi que des institutions transnationales et internationales. Cependant, des doutes sur ce pronostic s'exprimaient aussi depuis longtemps. Le XXI^e siècle n'a été jusqu'ici qu'un enchaînement de crises. Qu'il s'agisse de la lutte contre le terrorisme ou de la stabilité monétaire et du contrôle des marchés, les raisons ont été multiples de parler de retour à la souveraineté nationale sur les questions internationales et de retour du rôle central des États.

Au milieu des années 2010, cette tendance s'est structurée en un courant politique, celui du souverainisme. Le slogan des partisans britanniques du Brexit, "Take Control!", est devenu le cri de guerre de ceux qui imputaient leurs problèmes à la mondialisation et à des élites "hors sol". Et Donald Trump est devenu leur leader mondial en érigant le "chacun pour soi" comme nouvelle donne de la politique internationale. La pandémie est un puissant catalyseur. Toutes les mesures qui relevaient jusqu'ici de considérations politiques et économiques sont aujourd'hui des mesures sanitaires. Est-ce le triomphe de la souveraineté? Oui et non. Oui, parce que là où s'agissait une multitude d'acteurs, il n'en reste plus qu'un – l'État. Tout le monde le sollicite désormais dans l'attente de mesures appropriées. Il n'y a pas d'alternative. Niet, nada, comme on dit. Il n'y en a pas, car c'est justement l'heure pour chaque État du test de résistance, et tous ne le réussiront pas.

Les réflexions sur les avantages de la dictature sur la démocratie [dans le contexte de lutte

contre la propagation du coronavirus] n'ont aucun sens, pas plus que les comparaisons entre la Chine et l'Italie. On peut observer en Europe des approches et des résultats très différents. Si les pays scandinaves sont des modèles de démocratie, ils savent aussi agir avec détermination, voire sévérité quand c'est nécessaire. A contrario, certains régimes autoritaires ne réussiront pas le test. La qualité d'un État ne dépend pas du modèle de gouvernance, mais de l'efficacité de son organisation et du niveau de solidarité nationale.

La question de la coopération internationale, de fait, ne se pose même pas : chacun fait le compte de ses propres ressources. Un phénomène qu'on retrouve partout, mais le cas de l'Europe est particulièrement frappant. La solidarité et les valeurs

La solidarité et les valeurs communes européennes se sont révélées n'être que de la poudre aux yeux.

communes, rhétorique ressassée durant le dernier quart de siècle avec la vague expansionniste européenne, se sont révélées n'être que de la poudre aux yeux dès que la vie des nations et de leurs habitants s'est trouvée mise en jeu. Personne n'en appelle plus ni aux valeurs ni aux institutions. Les enjeux sont ailleurs. Or l'Union européenne est un modèle, la référence absolue en matière de politique d'intégration.

Est-ce à dire que le monde serait sur le point de sombrer dans une anarchie égoïste? Là encore, oui et non. Oui, parce que la notion même d'"ordre mondial" ne régit en aucun cas les relations internationales, et notre adhésion à cette idée est seulement une habitude des temps calmes (mais transitoires) que nous devons à l'extraordinaire stabilité de la seconde moitié du XX^e siècle. Et non, parce que la coopération sera incontournable pour répondre au mieux aux défis globaux ou dépassant l'échelle nationale, que ne sauraient relever les États individuellement. Cependant, ne pourront coopérer entre eux que ceux qui auront survécu individuellement au stress-test actuel.

—**Fiodor Loukianov**, président du Conseil de politique étrangère et de défense, et rédacteur en chef de *Rossia v Globalnoi Politiké*.

—**Fiodor Loukianov**
Publié le 20 mars

Vu de
Grèce

Pas de vaccin contre les failles démocratiques

Dans les colonnes de **Kathimerini**, Nikos Maratzidis, professeur de science politique de Thessalonique, avertit : *“La pandémie va passer. Tout passe. Le défi sera pour demain.”* Il explique : *“La démocratie repose sur trois piliers – la liberté d'expression, la transparence et le vote. Mais ils peuvent tous avoir des aspects négatifs. La liberté d'information prend la forme de fausses informations et de théories du complot.*

La responsabilité individuelle se transforme en égoïsme irresponsable d'individus ou de groupes, et le cycle électoral en une concurrence féroce entre les partis qui mène vers des politiques désastreuses.”

Il en appelle donc à la prudence en faisant référence à la Grèce antique : *“Depuis l'époque de la République athénienne, les dangers pour la démocratie sont visibles et constamment présents. Thucydide nous dirait, si on lui demandait, qu'il n'y a pas de vaccin contre eux.”* Une fois la crise terminée, l'UE devra prendre des décisions, estime Maratzidis, qui s'interroge : *“Devons-nous rester confinés, isolés, barricadés derrière des frontières, ou allons-nous pouvoir enfin collaborer et nous unir, pour le bien de tous ?”*

Vu de
Lituanie

Rester critique face au pouvoir

“La quarantaine est une situation très ambiguë et dangereuse,” constate le philosophe Paulius Gritenės dans les colonnes de **Delfi**. Une période qui donne *“une nouvelle perspective sur ce qu'est un État et sur la manière*

dont chacun de nous se comporte face à cet État. La suspension de nombreuses libertés ne doit pas empêcher la critique des actions du gouvernement et des failles de la société. Nous devons rester prudents face à toute déclaration selon laquelle de nouvelles restrictions sont simplement nécessaires et n'auront pas de conséquences graves à l'avenir.” Ceux qui ont peur, soutient-il, peuvent s'habituer à l'idée que tout interdire est le seul moyen de se sortir des crises : *“Les libertés de la personne ne doivent pas être considérées comme abolies, mais comme suspendues volontairement, le temps que les autorités puissent prendre les mesures nécessaires et faire face à la situation.”*

Vu du
Portugal

La grande heure de l'Europe

Si la pandémie de coronavirus est *“un test terrible”* pour les pays, le quotidien portugais **Público** estime qu'elle est surtout *“une épreuve du feu cruciale pour la survie de l'Union européenne”*. Ses fondements même sont menacés : la monnaie unique, le marché commun, la libre circulation et l'esprit communautaire. Et cette fois, il n'y a pas de guerre qui tienne entre les pays du Nord et ceux du Sud, *“le malheur est commun”*. Pour l'instant, les mesures annoncées par la Commission européenne (fermeture des frontières, fonds de 37 milliards d'euros) *“sont loin d'être décevantes”*, juge le journal. Mais il est encore trop tôt, estime-t-il, pour en constater les effets. *“S'il est un temps où l'Europe doit montrer au monde et à elle-même que son union a un sens, s'il est un temps où les citoyens européens attendent de leurs dirigeants une réponse qui les aidera à avoir confiance en l'avenir, c'est maintenant ou jamais”*, conclut-il.



CARTOON MOVEMENT

Des dérives autoritaires qui pourraient perdurer

VU DE POLOGNE Les régimes d'exception se multiplient en Europe centrale et du Sud-Est, justifiés par la lutte contre le coronavirus. Mais ils pourraient se maintenir au-delà de l'épisode de pandémie, alerte ce journaliste polonais.

—Gazeta Wyborcza Varsovie

En Europe, la lutte contre le coronavirus fournit un prétexte pour démonter les mécanismes démocratiques. Quand la pandémie sera terminée, nous nous réveillerons peut-être dans des régimes autoritaires. C'est ce qui est en train de se passer en Hongrie, où le gouvernement pousse au déclenchement de l'état d'exception pour une durée illimitée. Cela donnerait au Premier ministre Viktor Orban un pouvoir presque sans limites : il pourra gouverner par ordonnances sans se soucier du Parlement et lui seul pourra décider de quand il voudra bien renoncer à ce privilège.

Le voudra-t-il ? L'histoire montre que, une fois au pouvoir, les responsables politiques du genre d'Orban ont du mal à le rendre. C'est ce qui est arrivé en Turquie avec Recep Tayyip Erdogan, un modèle pour le Premier ministre hongrois comme pour Jaroslaw Kaczynski [chef du parti majoritaire Droit et Justice et instance ultime de décision en Pologne]. Après le coup d'État raté de 2016, Erdogan a



OPINION

déclaré l'état d'urgence et a de la sorte reçu un pouvoir presque absolu. Il en a profité pour introduire par référendum un régime présidentiel avec le soutien d'une majorité de Turcs qui a eu peur de l'instabilité, de l'insécurité et de la crise économique. Aujourd'hui, Erdogan continue de chasser les ennemis de l'État, présumés ou véritables, et il n'abandonnera probablement jamais le pouvoir. Cette tentation ne connaît pas les frontières. Pendant des années, après les attentats du 11-Septembre, les Américains ont pu surveiller des gens dans le monde entier parce que, dans un contexte de menace terroriste, il n'est venu à l'idée de personne de retirer ce droit aux autorités.

La peur domine désormais les Européens. En Hongrie, les ventes d'armes explosent. En République tchèque, le gouvernement affirme que la fermeture des frontières pourrait durer deux ans. Dans de nombreux pays, des photos montrent des magasins vides et des gens qui s'arrachent des mains tout ce qu'ils peuvent trouver. Ces conditions sont favorables à l'émergence

Opinion

Le modèle allemand nous sauvera

Ce poète syrien réfugié en Allemagne salue dans Al-Modon la décision humaine d'Angela Merkel de ne pas suivre la politique chinoise d'enfermement total pour stopper la pandémie.

La stratégie allemande pour affronter le coronavirus prend forme. Elle consiste à réduire autant que possible les contacts physiques, mais en restant conscient du prix politique, psychologique et social qu'implique l'emprisonnement des personnes chez elles. L'interdiction de sortir n'est pas absolue, comme en Italie, en Espagne ou ailleurs dans le monde. Mais les règles sont d'une redoutable précision. Il s'agit donc d'organiser les mouvements dans l'espace public plutôt que de le fermer. Il est permis de faire du sport, de prendre un bol d'air, de profiter des rayons du soleil, ce qui va très rapidement devenir quelque chose d'important. Car l'enfermement de pans entiers de la population pendant des mois n'est pas anodin. C'est même très grave, et certains pensent que cela ne peut se faire sans provoquer des violences et des troubles. Pour moi, l'exemple chinois est effrayant, où le parti unique au pouvoir a sévi en prenant des mesures brutales et en utilisant les moyens d'un État totalitaire pour contenir la pandémie, en emprisonnant des millions de gens chez eux. Nous savons que, physiquement parlant, les gens commencent peut-être à aller mieux là-bas. Mais nous ne savons pas comment ils vont mentalement. Il n'y a pas de rapportage qui puisse rapporter comment les Chinois, individuellement, ont vécu la chose - l'interdiction totale de quitter la maison. En Jordanie, ce sont les mukhabarat [la police secrète] qui suivent les cas déclarés. En Israël, les services de renseignements surveillent les malades. En Syrie, il est probable que le régime fera disparaître toute personne atteinte. Tandis qu'Angela Merkel, elle, dans un discours de portée historique, a commencé par dire que l'Allemagne était une démocratie et que des mesures exceptionnelles devaient être l'exception. L'exemple allemand sauvera le monde de l'exemple chinois. Il nous sauvera de l'idée selon laquelle la dictature serait le seul moyen d'assurer la survie.

— Dara Abdallah

Al-Modon (extraits) Publié le 23 mars

de majorités prêtes à remettre leur destin à un gouvernement.

La frontière est mince entre ce qui semble légitime et ce qui constitue un abus de la part de l'État. En Serbie, les sanctions contre les médias qui désinforment peuvent empêcher de répandre la panique, mais aussi frapper les journalistes avec lesquels le président, depuis longtemps en conflit. L'introduction couvre-feu, comme en Albanie, peut réduire la propagation de la pandémie, mais aussi étonner les manifestations antigouvernementales.

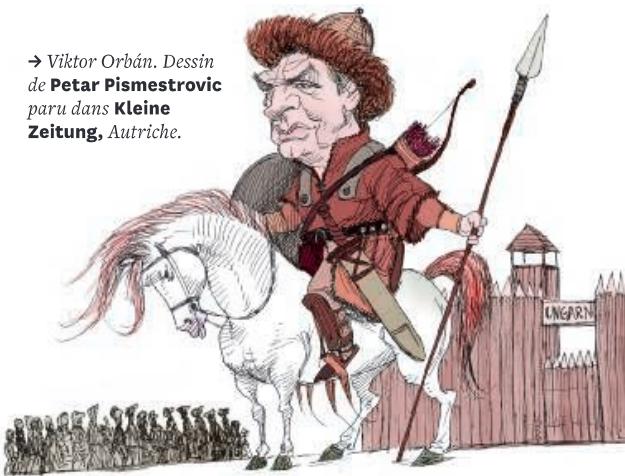
Enfin, en Pologne, l'insistance à vouloir organiser l'élection présidentielle à la date prévue le 10 mai, peut s'expliquer par une obligation de l'État, mais aussi par la peur du gouvernement de perdre dans quelques mois le soutien de la population en raison d'une lutte inéfficace contre la pandémie. Pour les hommes politiques qui rêvent de gouvernements autoritaires, un moment favorable arrive pour faire devenir réalité. Ceux qui ont la démocratie à cœur devraient être vigilants.

— Michał Kok

Publié le 23 mars

► Dessin de Muzaffar Yulchiboev, Ouzbékistan.

→ Viktor Orbán. Dessin de Petar Pismestrovic paru dans Kleine Zeitung, Autriche.



SEUL UN ÉTAT FORT PEUT AFFRONTER LE CORONAVIRUS

VU DE HONGRIE L'épidémie bat en brèche la mondialisation ultralibérale, estime ce spécialiste des questions de sécurité et conseiller d'un think tank conservateur, résolument pro-Orbán.

— Magyar Nemzet Budapest

Nous expérimentons l'amère réalité du village global. Jusqu'ici, les partisans de la mondialisation la considéraient comme le plus important et efficace outil de développement. Revers de la médaille : le coronavirus s'est propagé en quelques mois sur l'ensemble de la planète. Les Bourses tremblent, les grandes fortunes craignent la récession, les populations paniquent.

Bien que nous ne connaissions pas encore l'origine exacte de son éclosion, cette épidémie est d'ores et déjà riche d'enseignements. Pendant soixante-dix ans, l'Europe s'est habituée à une paix et à un bien-être qui lui semblaient acquis. Les événements de ces cinq dernières années ne l'ont pas fait sortir de sa zone de confort alors que l'arrivée de millions de migrants illégaux et l'essor du terrorisme islamiste ont sérieusement mis en péril notre sécurité. Dirigeants et médias de gauche libérale continueront d'entretenir l'illusion de leur monde rêvé supposément stable et ordonné.

En quelques mois, un virus a terrassé cette utopie. Plusieurs pays ferment leurs frontières, et Schengen s'effondre comme un château de cartes. Le tourisme et d'autres secteurs de l'économie ont payé les premiers les pots cassés. Les États basculent progressivement en fonctionnement de crise. Heureusement,

il se doit face à l'adversité. Depuis 2010, le gouvernement a intelligemment et systématiquement reconstruit les fondamentaux de l'État en lui donnant de solides bases économiques. Le pays n'est plus endetté et en ruine comme en 2008. Outre un budget stable, l'exécutif dispose d'un système de santé se développant en continu et d'institutions renforcées - administration publique, éducation nationale, police, justice, armée - sur lesquelles il peut compter.

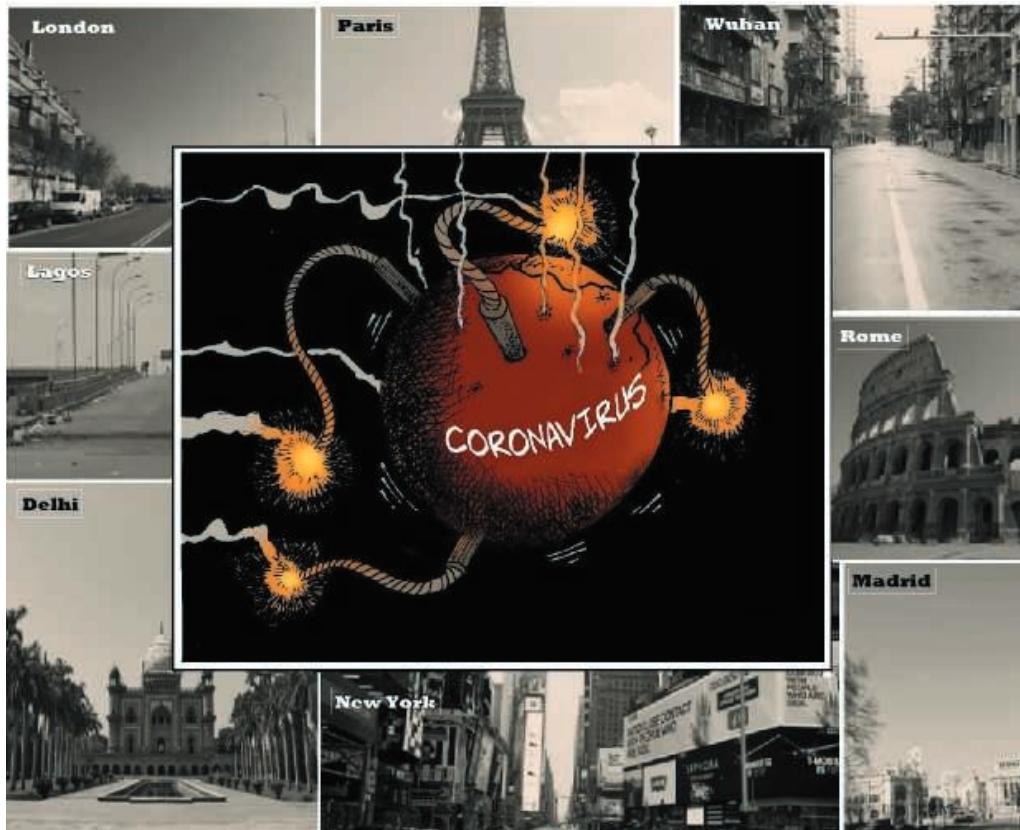
Malgré la gravité de la situation, l'union nationale n'est pas au rendez-vous. La majeure partie de l'opposition se focalise uniquement sur la critique du gouvernement ou la formulation de promesses irresponsables.

Nos parents et grands-parents ont connu la guerre et les pénuries. Nous survivrons à cette crise quel qu'en soit le prix, mais seul un État fort nous permettra de l'affronter. L'ultralibéralisme et la toute-puissance du marché ne défendent pas un pays. Un virus, quel qu'il soit, ne peut être vaincu sans des dirigeants déterminés et expérimentés. Qu'importe le risque politique, Viktor Orbán n'a pas hésité à prendre le problème à bras-le-corps tel un commandant motivant ses troupes à aller de l'avant. Une fois cette pandémie terminée, nous devrons en tirer les enseignements au niveau national et européen en matière de sécurité. Compte tenu de la vitesse de propagation et des effets du coronavirus, il est indispensable de se préparer à une éventuelle attaque biologique susceptible de paralyser des pays, détruire des industries et mettre des armées au tapis.

Cette crise doit réveiller les politiciens et les individus du quotidien. Notre monde est incroyablement fragile et particulièrement fissuré. La vérité dépassera bientôt les films catastrophes. Plus besoin de compétitions dans des contrées lointaines regardées avec de doux frissons depuis un canapé. Nous devons réapprendre à vivre et à survivre avec les menaces qui nous entourent. Nous ne pouvons pas mettre notre tête dans le sable et sérieusement penser que le terrorisme, l'immigration illégale, la guerre hybride ou les épidémies ne représentent pas de véritables dangers. Soit nous nous laissons berner et serons désarmés, soit nous apprenons la leçon.

— József Horváth

Publié le 20 mars



Surveillance, la pente glissante

VU DU ROYAUME-UNI En période de crise, des concessions sur les libertés peuvent sembler acceptables. Mais les mesures d'exception finissent souvent par être pérennisées et par se retourner contre les citoyens, prévient cet hebdomadaire britannique.

—New Statesman Londres

Accès aux données téléphoniques de plusieurs millions de citoyens, généralisation de la reconnaissance faciale, peines de six mois de prison pour violation du couvre-feu... Ce sont en temps normal des mesures qu'on juge dignes d'un régime autoritaire répressif. Aujourd'hui, pour ralentir la propagation du coronavirus, elles sont adoptées par les démocraties.

Le groupe BT (ex-British Telecom), qui détient EE, l'un des plus gros opérateurs mobiles au Royaume-Uni, serait ainsi en pourparlers avec l'Etat pour fournir les données de localisation

de ses 30 millions de clients dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité des mesures de confinement. Cela se fait déjà en Israël et en Autriche, et les Etats-Unis plancheraient sur la question. La Corée du Sud a mis en place ce système, et va même plus loin en mettant ces données en accès public. À Taïwan, une "barrière électrique" alerte la police quand des personnes placées en quarantaine sortent de chez elles avec leur téléphone, l'éteignent ou ne répondent pas à plusieurs appels.

[Le 25 mars], le Parlement britannique a adopté la Coronavirus Bill, une loi d'urgence qui va se traduire par des restrictions sur les libertés publiques comme les Britanniques n'en avaient

↑ Dessin de **Tayo**, Royaume-Uni.

pas connu depuis la Seconde Guerre mondiale et la mise en place de pouvoirs spéciaux. Les nouvelles dispositions autorisent ainsi la police à arrêter et à dépister de force toute personne soupçonnée d'être porteuse du virus, et elles interdisent les événements publics et les rassemblements sans faire aucune exception pour les grèves. Ces mesures sont prévues pour être renouvelées tous les six mois. En Italie et en Espagne, quiconque viole le couvre-feu s'expose à une amende et à une peine de prison d'un an.

En pleine pandémie, il semble y avoir consensus autour de l'idée que de telles mesures sont nécessaires, et à la mesure des dégâts potentiellement gigantesques du Covid-19. Cependant,

“La géolocalisation donne une idée de ce qu'un individu aime et n'aime pas, de ses opinions, ses habitudes.”

Dipayan Ghosh,
DE L'ÉCOLE D'ADMINISTRATION
PUBLIQUE DE HARVARD

la Coronavirus Bill intervient dans un contexte particulier : de nombreuses démocraties ont déjà adopté des pratiques de plus en plus intrusives, et le "capitalisme de la surveillance" a le vent en poupe, aussi bien économiquement que politiquement. Aujourd'hui que les Etats s'apprêtent à étendre leur intrusion dans la vie de leurs citoyens, nous devons impérativement demander la garantie que ces mesures seront temporaires.

Au Royaume-Uni, par exemple, des forces de police recourent déjà à la reconnaissance faciale pour collecter des données biométriques, sans demander l'accord ni même en informer les personnes, dans des contextes par ailleurs sujets à caution comme des rassemblements politiques pacifiques.

Mais les données mobiles en révèlent peut-être plus encore. Selon Dipayan Ghosh, du Shorenstein Center on Media, Politics and Public Policy, à l'école d'administration publique de l'université Harvard, ces données que "les opérateurs collectent généralement par nécessité" contiennent des "informations précieuses qui constituent une porte d'entrée de premier choix pour les Etats [dans la vie privée de leurs citoyens]". Au-delà des simples déplacements par exemple, "la géolocalisation donne une idée de ce qu'un individu aime et n'aime pas, de ses opinions, de ses comportements et de ses habitudes".

Les Sud-Coréens l'ont appris à leurs dépens, après que des données de géolocalisation accessibles à tous ont permis d'identifier précisément des individus et ont révélé au grand jour des informations intimes qu'ils pensaient tenues secrètes – dont, dans un cas, ce qui semblait être une histoire extraconjugale.

Ian Bruff, maître de conférences en politique européenne à l'université de Manchester, met en garde : des lois conçues pour expirer au bout d'une certaine période peuvent être réactivées à d'autres fins. "Une fois entrées dans la législation, des mesures d'interdiction des rassemblements, par exemple, tout à fait pertinentes en cas de pandémie, peuvent très facilement être

ressorties pour divers autres prétextes.” La surveillance est un moyen légitime de lutte contre une pandémie. Mais les démocraties progressistes ont répondu trop rapidement en matière de répression et de sanction, plutôt que sur le terrain de la santé publique. Le ministre de la Santé Matt Hancock a préféré dénoncer le week-end du 21 mars les comportements “profondément égoïstes” des Britanniques qui étaient allés à la plage ou dans les parcs, plutôt que de prendre acte du manque de clarté des consignes de distanciation sociale [le confinement a finalement été imposé par le gouvernement le lundi 23 mars]. Or l’enjeu est important, estime Willem de Lint, professeur de droit pénal à la Flinders University (Australie), car “la médecine s’assortit de considérations éthiques qui ne sont pas celles de l’armée ou des forces de sécurité”.

La rhétorique guerrière qui fleurit aujourd’hui pour justifier le recours à des mesures d’exception pour ralentir la pandémie, poursuit de Lint, “peut avoir des effets durables sur le jugement que portent les citoyens sur le besoin ou la nécessité de recourir à ces instruments de surveillance intrusifs”. Dans l’histoire récente, le Patriot Act adopté aux États-Unis est un bon exemple de loi ayant perduré bien au-delà de la crise contre laquelle elle était pensée. Adoptée dans le cadre de la lutte antiterroriste au lendemain du 11-Septembre, elle a posé les bases d’un système de surveillance global et systématique. Et cet “usage secondaire”, comme l’appellent les spécialistes des données, n’est pas une pratique nouvelle. L’appareil de contrôle développé par

Les démocraties progressistes ont répondu trop vite en matière de répression, plutôt que sur le terrain de la santé publique.

les États-Unis pendant la guerre froide a également servi au FBI pour surveiller des militants des libertés civiles, dont Martin Luther King, et, dans les années 1970, des mandats approuvés à l’origine pour lutter contre la criminalité violente ont été utilisés contre des pacifistes mobilisés contre la guerre du Vietnam. “Je ne connais pas beaucoup de cas où des agences de renseignements ayant gagné de nouvelles prérogatives ont ensuite accepté d’y renoncer”, résume-t-il.

“Le plus difficile va être ensuite de justifier ces entraves quand la pandémie sera terminée”, remarque Lawrence Cappello, professeur assistant à l’université de l’Alabama et auteur de *None of Your Damn Business. A History of Privacy in the United States* [“Pas vos oignons. Une histoire de la vie privée aux États-Unis”]. S’il est une chose que nous enseignent l’histoire de la surveillance étatique, c’est que les systèmes de ce genre, si nobles soient leurs intentions premières, finissent souvent par être retournés contre les citoyens.”

—Laurie Clarke
Publié le 23 mars

Repères

Partager nos données, le prix à payer ?

Le virus à l’origine de la pandémie mondiale de Covid-19 pose un certain nombre de défis. La façon dont il se propage est l’un d’entre eux. “Jusqu’à présent, il semble que près de la moitié des transmissions se produisent avant qu’une personne infectée ne présente des symptômes”, souligne **Science**. Cela signifie que le virus peut se propager pendant des jours avant même qu’on en ait connaissance. Dans ce contexte, une solution serait de suivre de près les personnes infectées et celles qui ont été en contact avec elles pour comprendre et prévenir la propagation du virus. Le pouvoir chinois s’est d’ailleurs largement appuyé sur la surveillance de masse des téléphones des individus pour les classer en fonction de leur état de santé et restreindre leurs déplacements. “Désormais, des équipes de recherche en Europe et aux États-Unis envisagent des moyens moins invasifs de collecter et de partager des données sur les infections, et certaines développent et testent déjà des applications téléphoniques spécifiques aux coronavirus”, rapporte la revue scientifique. C’est le cas notamment du Massachusetts Institute of Technology, qui a dévoilé mi-mars le prototype d’une app baptisée Private Kit : Safe Paths, qui enregistre les données de localisation toutes les cinq minutes et les garde en mémoire pendant vingt-huit jours. Si l’utilisateur est testé positif au coronavirus, il peut choisir de partager ses données avec les autorités sanitaires pour signaler les lieux qui sont potentiellement à risque d’infection.

D’après le **Washington Post**, Google et Facebook seraient également en discussion avec le gouvernement américain pour partager les données anonymisées de localisation des utilisateurs de leurs services. Mais les entreprises doivent faire face à une mosaïque de réglementations nationales et fédérales en matière de confidentialité. “Dans un contexte de pandémie, on pourrait imaginer qu’il soit possible d’utiliser les informations [sur les individus] pour le bien de l’humanité, eh bien, on ne peut pas, prévient Melissa Krasnow, associée du cabinet juridique VLP,

spécialiste de la protection de la vie privée et de la sécurité des données. Ce serait contraire à la protection de la vie privée.” Ailleurs, en Europe notamment, certains gouvernements pensent à assouplir leurs lois sur la protection de la vie privée pour pouvoir avoir accès à certains nombres de données. C’est le cas de l’Allemagne. D’après la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, le ministère allemand de la Santé aurait préparé une version préliminaire de changements à une loi appelée “loi sur la protection contre les infections” afin de permettre, entre autres, le suivi des personnes en contact avec les personnes infectées par le coronavirus. “Les autorités et la population vont devoir mettre en balance la protection de la vie privée et la possibilité de sauver des millions de vies grâce à la collecte de données”, insiste David Leslie, éthicien à l’Institut Alan Turing.

Faut-il ficher les étrangers ?

En Corée du Sud, un député du Parti démocrate au pouvoir, Jung Sung-ho, a proposé un amendement au Code de l’entrée et de la sortie des étrangers, obligeant les hôteliers à faire remplir une fiche aux clients étrangers et à la communiquer aux autorités. Si elle trouve une justification dans le contexte actuel, l’initiative suscite de la suspicion quant à la volonté de l’État d’exercer des contrôles abusifs. Preuve en est, selon **OhmyNews**, que c’est le ministère de la Justice et non celui de la Santé qui va collecter ces informations. Une telle décision, décrit le site, est d’autant plus absurde que depuis 2012, dans le cadre de la prévention de la criminalité, les étrangers qui entrent dans le pays sont déjà soumis à une prise de photo et d’empreintes digitales. “On se croirait dans un régime autoritaire, à l’époque de la dictature militaire où tout établissement d’hébergement devait consigner l’état civil de ses clients”, s’indigne **OhmyNews**, faisant allusion à une pratique éradiquée en 1998. Il exprime par ailleurs des inquiétudes du fait du caractère xénophobe de la proposition d’amendement : “C’est encourager la méfiance à l’égard des étrangers que le Covid-19 a répandue dans notre société. Il s’agit d’une mesure démagogique qui cache mal ses véritables intentions. [...]”

Les apps, ces nouveaux espions

Partout dans le monde, les initiatives se multiplient pour développer des applications à télécharger sur smartphones, censées contribuer à endiguer la pandémie de Covid-19. Certaines ressemblent tout de même beaucoup à de la surveillance de masse. En Pologne, par exemple, le gouvernement a lancé une app qui oblige les personnes testées positives au virus à prendre régulièrement des selfies géolocalisés pour prouver qu’elles sont bien à l’intérieur. C’est ça, ou “une visite impromptue de la police”, rapporte **Business Insider**. En Iran, les citoyens ont été invités à télécharger une app qui prétend pouvoir détecter si des personnes sont infectées ou non. Ce qu’elle peut faire, surtout, c’est capter de grandes quantités de données personnelles, “y compris les noms, adresses, dates de naissance, et même suivre la localisation des gens en temps réel”, assure **Vice**. Ces exemples sont loin de constituer une liste exhaustive de ce qui se fait, mais ils mettent en lumière une tendance des gouvernements à profiter de la situation pour surveiller leur population.

La France hésite

Le traçage de données “n’est pas dans la culture française”. Le ministre de l’Intérieur Christophe Castaner a tenté de rassurer, le 26 mars, face aux craintes exprimées dans la société civile d’une surveillance renforcée de la population. Reste que l’exécutif étudie bien un recours au numérique pour mieux lutter contre la propagation du coronavirus. Le 24 mars, l’Élysée a mis en place un Comité analyse, recherche et expertise (Care), chargé notamment de “conseiller le gouvernement pour ce qui concerne les programmes et la doctrine relatifs aux traitements, aux tests et aux pratiques de backtracking qui permettent d’identifier les personnes en contact avec celles infectées par le virus du Covid-19”. Selon le secrétaire d’État chargé du Numérique, Cédric O, la France est par ailleurs en contact avec certains pays ayant “entrepris de développer des applications numériques destinées à combattre la propagation de l’épidémie”.